



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent trente-neuvième session

Rome, 12-13 septembre 2023

Discours d'ouverture du Président, Alvaro Lario

Cote du document: EB 2023/139/INF.4/Rev.1

Date: 13 septembre 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais/Espagnol/Français

POUR: INFORMATION

Excellences,

Chers collègues,

Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à la cent trente-neuvième session du Conseil d'administration du FIDA.

Tout d'abord, j'ai le grand plaisir de vous présenter la nouvelle Vice-Présidente du FIDA, M^{me} Gérardine Mukeshimana.

Elle a exercé durant huit ans les fonctions de Ministre de l'agriculture et des ressources animales du Rwanda. Sous son impulsion, le secteur agricole s'est transformé et les agriculteurs ont connu une amélioration spectaculaire de leurs moyens d'existence. Ses connaissances et sa détermination seront un atout de poids, et je ne doute pas que vous vous joindrez à moi pour lui souhaiter la bienvenue au FIDA.

Mesdames et Messieurs,

Depuis notre dernière rencontre, la planète a connu des vagues de chaleur, des incendies de forêt et des inondations record, ce qui nous rappelle l'urgente nécessité de renforcer la résilience des plus vulnérables.

Mais la communauté mondiale du développement a aussi pris des mesures pour s'attaquer sans attendre aux problèmes urgents.

En juillet, à l'occasion du Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, tenu à Rome, nous avons examiné de très près les actions menées à l'échelle mondiale pour transformer les systèmes alimentaires.

Ce bilan a été l'occasion de mettre en avant le travail accompli par le FIDA, qui a notamment impulsé, de concert avec la Banque mondiale, l'élaboration d'un nouveau programme de financement pour la transformation des systèmes alimentaires. Le déficit de financement reste considérable et doit être comblé si nous voulons atteindre nos objectifs et construire un avenir durable.

C'est ce message que nous avons l'intention de transmettre au Sommet sur les objectifs de développement durable qui se tiendra la semaine prochaine à New York, où il sera également important de donner un nouvel élan à l'action collective à mener pour accélérer les progrès.

Mesdames et Messieurs,

Mobiliser davantage de financements à l'appui de la transformation des systèmes alimentaires ne suffit pas – il faut aussi que ces financements parviennent aux populations rurales les plus pauvres, aux petits exploitants agricoles et à d'autres acteurs dont le travail est crucial au sein de nos systèmes alimentaires.

La semaine dernière, lors du Sommet Finance en commun qui s'est tenu en Colombie, ce message est passé « fort et clair », tout comme lors du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial organisé à Paris en juin. Le consensus prend de l'ampleur, mais il faut que cela se traduise en actions.

Le FIDA a activement soutenu le Sommet Finance en commun, une plateforme qui favorise la collaboration afin d'accroître les ressources financières consacrées à la lutte contre la faim, la pauvreté et les effets des changements climatiques.

Le nombre de membres de la Plateforme des banques publiques de développement agricole a quasiment doublé. Cette plateforme, animée par le FIDA en étroite collaboration avec l'Agence française de développement, compte aujourd'hui plus de 130 membres dans 98 pays. Elle constitue une étape majeure sur la voie d'une plus grande convergence et d'une intensification de l'action collective.

Le consensus autour des priorités du Sommet Finance en commun prend de l'ampleur, comme l'ont montré la forte participation des banques publiques de développement

(multilatérales et nationales) et des organisations de la société civile, ainsi que le soutien apporté par le Gouvernement colombien au plus haut niveau.

Ces éléments figurent au premier rang de mes préoccupations, et j'attends avec le plus grand intérêt nos échanges à propos de la « Transformation des systèmes alimentaires par et pour les populations rurales ». Je suis impatient de prendre connaissance de vos conseils à propos de la manière dont le FIDA peut exercer une plus grande influence sur le programme mondial de transformation des systèmes alimentaires et en accroître l'impact.

Il va de soi que ces réflexions éclaireront nos délibérations à propos du programme de travail axé sur les résultats du FIDA pour 2024 et des budgets pour 2024.

Le budget 2024 est crucial pour consolider les efforts déployés afin de respecter les engagements souscrits au titre de FIDA12 et de jeter les bases de FIDA13.

Ce budget tiendra également compte des ressources que nous affectons au financement de la décentralisation. Pour donner suite à l'examen de l'évaluation au niveau de l'institution du processus de décentralisation du FIDA mené lors de la cent trente-huitième session du Conseil d'administration, nous communiquerons verbalement des informations actualisées sur les mesures prises afin d'améliorer l'efficacité de ce processus.

La décentralisation nous rapproche des populations rurales et de nos partenaires sur le terrain, comme la Vice-Présidente l'a fait observer lors de la réunion préparatoire. J'ai récemment eu le plaisir d'annoncer l'ouverture à Bangkok (Thaïlande) du premier bureau du FIDA pour la région Asie et Pacifique. Au mois d'octobre, une délégation du FIDA rencontrera nos partenaires sur place pour déterminer quel site pourrait convenir, et pour aller de l'avant en ce qui concerne la mise au point des accords juridiques nécessaires. Nous nous assurons d'avoir recruté du personnel d'appui, la Directrice régionale se rendra sur place dès que nous aurons pu trouver des bureaux pour elle-même et une équipe resserrée, le mois prochain. L'objectif est que le bureau fonctionne à plein régime d'ici l'été 2024, et nous amorçons les discussions dans la perspective de l'ouverture d'un bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Le FIDA continuera de respecter les normes les plus exigeantes lorsqu'il s'agit de rendre compte de son impact, de ses résultats et de son efficacité en matière de développement. Le Conseil d'administration aura l'occasion d'examiner trois rapports d'évaluation de première importance: le Rapport annuel 2023 sur l'évaluation indépendante au FIDA; le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE); et le Rapport sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME), publié pour la première fois en 2023.

J'attends vos observations avec intérêt.

Mesdames et Messieurs,

Vous ne l'ignorez pas, la collaboration avec le secteur privé, qui est l'un des piliers de FIDA13, est indispensable pour amplifier l'impact obtenu. Les opérations non souveraines avec le secteur privé sont l'une de nos innovations; elles nous permettent d'attirer davantage de partenaires et de ressources au service de nos priorités. Nous sommes conscients qu'il y a tout lieu d'aller plus loin encore avec le secteur privé, à la fois sur le plan de la mobilisation des ressources et, sur le terrain, à titre de partenaire d'exécution. Nous savons aussi que ces opérations exigent diligence et efficacité des procédures, qui sont la condition d'une intervention rapide dans des contextes difficiles.

Nous en sommes persuadés, la révision des procédures d'approbation des programmes et projets financés par le FIDA et des opérations non souveraines qu'il est proposé d'adopter répond à ces objectifs.

Les délibérations de cette session du Conseil contribueront à façonner la vision du rôle auquel le FIDA entend aspirer à l'avenir, ce qui sera au cœur des enjeux de FIDA13. Pendant les deux prochains jours, nous aurons l'occasion de réfléchir à tout ce que le FIDA a accompli, mais aussi, et surtout, à notre vision de la manière dont il pourrait accomplir encore plus pendant FIDA13 et après.

Mesdames et Messieurs,

Nous savons qu'un monde libéré de la faim et de la pauvreté est possible. Nous avons la conviction que la transformation des systèmes alimentaires et la réalisation de nos objectifs climatiques communs sont à portée de main. Mais il ne sera possible d'obtenir un changement pour le meilleur et des solutions durables et inclusives que lorsque les populations rurales du monde entier deviendront prospères; lorsque l'agriculture sera rentable et créatrice d'emplois décents pour les jeunes; lorsque nous produirons de la nourriture de manière à nourrir les populations et la planète.

Pour mener à bien notre mission, nous avons besoin de votre soutien sans faille. Nous avons besoin que le Conseil d'administration et l'ensemble des États membres prennent fait et cause pour notre mission. Ensemble, nous pouvons réussir à améliorer la sécurité alimentaire, nous pouvons aider les populations rurales à s'adapter aux changements climatiques. Nous pouvons faire des économies rurales les moteurs de la création d'emplois décents et d'une croissance inclusive.

J'en suis personnellement convaincu, et je l'ai constaté sur le terrain.

La semaine dernière, en Colombie, j'ai rencontré des communautés d'ascendance africaine et des communautés autochtones, ainsi que des dirigeantes et des jeunes qui ont participé à des projets appuyés par le FIDA, et qui ont créé des entreprises florissantes afin d'améliorer leurs moyens d'existence. J'ai été très impressionné par certains de ces projets qui œuvrent aux côtés de jeunes issus de zones en proie à des conflits et des déplacements de populations. Leurs récits étaient frappants et exaltants. Plus tôt dans l'année, au Brésil, j'ai été heureux de contribuer au lancement d'une nouvelle initiative, aux côtés de la Banque publique de développement BNDES et le Fonds vert pour le climat. L'objectif de cette initiative consiste à renforcer la résilience face aux changements climatiques d'un million de familles qui vivent dans la région rurale du Nordeste, tout en obtenant une réduction des émissions de carbone à hauteur de 11 millions de tonnes.

À vos côtés, vous qui êtes nos États membres, nous obtenons un impact. J'attends avec intérêt de prendre connaissance de vos observations et orientations durant ces deux jours.

Je vous remercie.